

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

VERSAILLISTES ET COMMUNIERS.

Si nous jetons un coup d'œil sur ce qui s'est passé entre les chefs de la Commune et ceux de Versailles, nous y voyons trois choses qui empêchent toute réconciliation entre eux.

La première, c'est que M. Thiers croit que la France sera si heureuse d'être gouvernée par lui et les siens, que, dût-elle payer ce bonheur de la vie de cent mille de ses enfants, ce serait encore à bon marché.

Il ne veut pas que son autorité soit le moins du monde écornée.

La seconde, c'est que les représentants ruraux de Versailles n'ayant jamais su ce que c'était qu'une République, malgré leur éducation prétendue distinguée, s'imaginent que si Paris et les autres villes importantes de France disaient librement leurs intérêts locaux, élaient leurs maires et leurs chefs de gardes nationales, la France en mourrait; bien qu'ils aient sous les yeux l'exemple de la Suisse et des Etats-Unis, qui se portent assez bien.

La troisième, c'est que tout en parlant de générosité, les Versaillistes se préparent à frapper les quelques hommes d'énergie que les Parisiens ont eus pour diriger le mouvement communal.

Maintenant entre ces deux pouvoirs rivaux, il y en a un troisième, celui du journalisme, qui, dirigé neuf fois sur dix par tout ce qu'il y a dans la canaille française de plus corrompu et de plus infect, pousse les citoyens à s'entrégorger, en montant et en répandant contre les travailleurs insurgés les plus indignes calomnies.

Les soldats sont redevenus des héros, depuis qu'ils égorgent les habitants de Paris, qui n'ont pas en l'honneur d'appartenir à l'armée régulière. — c'est M. Thiers, lui-même, qui l'a dit, — mais à l'atelier, à l'industrie.

Fameux héros, en effet, que ces braves de l'armée régulière qui ont fui devant les Prussiens, et se sont fait faire prisonniers par centaines de mille à la fois. Honte impossible à laver!

Nous ne savons pas ce que l'avenir réserve à la France, la guerre civile une fois terminée; seulement nous affirmons que la Révolution de Paris, mieux comprise dans six mois qu'aujourd'hui, sera le point de départ d'une nouvelle révolution municipale et la pierre angulaire de la fédération des peuples dans l'avenir.

LA REVOLUTION SOCIALE

EN 1871.

La Révolution du 18 Mars 1871 a-t-elle une signification?

D'où vient-elle?

Où va-t-elle?

Voilà ce que les républicains doivent savoir sous peine de tomber dans la réaction et de se trouver en compagnie des Thiers, des Guizot, des réactionnaires, des jésuites et de tous ceux qu'ils ont combattus toute leur vie.

Si la Révolution du 18 Mars n'a pas sa raison d'être dans le mouvement de l'esprit humain, les monarchistes ont raison; nos élus sont nos maîtres, ils peuvent nous accorder nos droits ou nous les supprimer selon leur bon plaisir. Travaillons à organiser le parti de l'ordre, et soufflons sur tout ce qui peut troubler la

quiétude et la prospérité de ses chefs.

Si, au contraire, la Révolution de Paris a sa raison d'être, tous les hommes des vieux partis doivent être condamnés, et la logique ne tardera pas à mettre son jugement à exécution, fut-elle même vaincue encore dans la plus juste et la plus puissante de ses manifestations actuelles.

Pour bien dégager la question, nous allons la prendre de haut, car elle n'est rien moins, selon nous, que le premier succès d'une nouvelle évolution de l'Egalité dans notre milieu social.

Lorsque l'Egalité fit son entrée dans le monde, le monde payen qui en était la négation vit parfaitement que s'il ne la tuait pas, il allait être tué par elle.

On répandit le sang de plus de deux cent mille novateurs qu'on appelait alors Galiléens, Nazaréens, Palestins, Chrétiens. Crimes inutiles! Peines perdues! L'Egalité avait dit aux hommes: vous êtes tous fils du même père, Dieu, ou de la Nature, par conséquent égaux. Cette vérité triompha de tous ceux qui avaient intérêt à la nier.

Nous naissons tous égaux! L'homme est l'égal de l'homme. Plus d'esclavage!

Tel fut le résultat de la première conquête de l'Egalité.

La première victoire est remportée, les hommes sont égaux, cependant on leur interdit la liberté de penser.

Quiconque ose nier ou même douter de ce qu'on enseigne, est coupable d'hérésie et brûlé comme tel.

L'homme a une conscience; défense lui est faite de l'interroger. Il a une raison; c'est un péché d'orgueil de la suivre. Humilité, soumission, voilà ce que l'ordre social exige!

Pourquoi penser et discuter, disent les chefs, les peuples ne sont ils pas nos troupeaux, n'ont-ils pas le bonheur de nous avoir pour les diriger et les tondre? Que leur faut-il de plus?

Du reste, que les peuples soient satisfaits ou non, leurs chefs ont la force à leur service, et ils sont prêts à en user au besoin.

Mais, que peut la force contre la raison?

Si l'homme est l'égal de l'homme devant Dieu, dit-on, nul autre ne peut l'empêcher de penser et de réfléchir à sa guise.

La raison interroge la foi et la trouve suspecte. Descartes, Bacon, Galilée, Luther et les plus éclairés en font peu de cas. Le doute envahit les esprits, la conscience revendique sa liberté, et l'indépendance de la raison est proclamée.

C'est la seconde conquête de l'Egalité dans le monde.

Cette seconde victoire remportée, l'Egalité marche à sa troisième conquête.

Les princes, les nobles, les gens de robe, de cape et d'épée, tous les inutiles enfin, méprisent le travail et se croiraient déshonorés s'ils n'occupaient pas, dans la société, un rang supérieur à celui des producteurs.

Pour eux, le travail est un frein, un signe de dégradation et de misère, une honte.

Ils permettent aux travailleurs de prier dans la même église qu'eux et d'assister à la même cérémonie, mais rien de plus. Si un travailleur fait une action d'éclat, de mérite ou de dévouement, sa récompense est illusoire et toute de grâce.

Si au contraire, il commet un crime, un délit, ce n'est ni le même tribunal, ni le même châtiement qui lui est infligé.

Les Encyclopédistes démontent une pareille anomalie.

Si les hommes sont égaux devant la naissance et devant la raison, ils doivent l'être devant la loi, ou tout n'est que caprice et injustice.

Le monde qui entend cette bonne nouvelle, en affirme la vérité; et la lutte commence.

Les castes privilégiées, qui se croient légitimes,

crient à l'injustice, menacent, récriminent, puis arrêtent, emprisonnent, tuent, mais en vain; leur temps est passé!

L'Egalité devant la loi gagne toutes les intelligences, le mouvement s'accélère, Bayle, Diderot, Voltaire, Rousseau, Montesquieu marchent à sa tête et le dirigent contre la monarchie.

Diderot, le plus fort et le plus passionné d'entre eux s'écrie dans un moment d'indignation, que les peuples ne pourront être heureux que lorsque avec les boyaux du dernier des prêtres ils auront fait un lacet pour étrangler le dernier des rois.

On accepte sa solution!
Tous travaillent à détruire l'injustice sous toutes ses formes et toutes ses manifestations.

La lutte s'engage, Mirabeau, Danton, Vergniaud, Hébert, Marat, Robespierre, St Just, Billard Varennes, Babeuf, Cordeliers et Jacobins, Girondins et Montagnards combattent pour l'Egalité jusqu'à la mort.

La lutte est terrible, sanglante, cruelle, ils y périssent tous.

Un nouvel ordre de choses se dégage de ce chaos, la Révolution politique s'accomplit et l'Egalité devant la loi est reconnue!

Voilà la troisième conquête de l'Egalité!

Est-ce la dernière?

Non! Il en reste une quatrième: celle de l'Egalité des conditions devant la production, l'échange et la consommation.

C'est celle que la Révolution du 18 Mars a proclamée et qu'elle doit accomplir si elle n'est pas méconnue par les socialistes, et abandonnée des républicains qui, malheureusement, ne voient, pour l'accomplir, que des noms étrangers à leur tripotage, au lieu d'y voir l'idée qui se sert de tous les éléments qu'elle a sous la main et de tous les dévouements qui s'offrent à elle sans exception, sans s'informer s'ils sont illustres ou obscurs.

Est-ce la première fois que cette égalité de conditions se manifeste? Non. Mais c'est la première fois que Paris, la ville la plus intelligente de la terre, la sanctionne.

Son premier mouvement prit naissance en 1793, au sein du Comité de Salut Public, dans les rapports de Billard Varennes, Robespierre et St Just, qui en périrent; puis elle fut épousée en 1795 par Babeuf, que les modérés guillotinèrent à Vendôme.

Elle reparut en 1831 et en 1834 à Lyon, lorsque les ouvriers canuts se soulevèrent au cri de: *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!*

En 1839 avec Barbès, qui combattait pour l'affranchissement du travail.

En 1848, avec ceux qui criaient: *Du pain ou du plomb.*

Voilà d'où elle vient.

Depuis, elle a formé l'*Internationale!*

Voilà où elle va!

Si les républicains la méconnaissent, les aristocrates, eux, ne s'y trompent pas; leur instinct de conservation leur fait flairer le danger.

Aussi, voyez quelle haine les princes, les anciens ministres, les diplomates, les magistrats, les officiers, les monarches, les journalistes et les prêtres ont contre cette révolution du 18 Mars. Ils en sont tous malades, tous épileptiques. Je le crois bien! Le règne des grands hommes est fini. Les réputations usurpées dégringolent. Plus de place pour leur ambitieuse vanité.

Les journalistes les plus enragés contre les prêtres, pleurent sur leurs églises fermées, comme Guizot le protestant a pleuré sur le sort du pape.

Les magistrats prévaricateurs ont leur sympathie et leur estime.

Les rois, les princes, et les espions qu'on jette à Teau, sont leurs protégés de prédilection.

Ils seraient tous au besoin pour la République, disent-ils, mais à la condition qu'elle épouserait un de leurs monarchies.

— Je le jure !
— Sois donc des nôtres et compte sur nous comme désormais nous allons compter sur toi !

Cette cérémonie terminée, l'opprimé prenait place parmi les affilés, et retrouvait là souvent tous ses amis et ses voisins qui l'avaient fait introduire parmi eux parce qu'ils le connaissaient depuis longtemps pour un homme honnête, courageux et discret.

Un autre résultat, c'est que tous ces hommes se connaissant pour appartenir à la même association, avaient toutes sortes de complaisances et de bontés les uns pour les autres, ce qui n'arrive plus depuis que les hommes ne courent plus ensemble quelques dangers.

CORRESPONDANCES.

Le Comité Central Républicain du Havre
A L'UNION REPUBLICAINE.

Sections de New-York.

Citoyens,

Vous nous avez choisi pour être le lien entre les Sociétés Républicaines de France et l'Union Républicaine de langue française, c'est un honneur dont nous vous sommes reconnaissants et dont le Comité Central Républicain saura se montrer digne.

Nous sommes navrés comme vous de l'incorrigible prétention de la réaction de continuer à vouloir nous coucher dans les formes étroites du passé ; ni nos malheurs, ni l'expérience de quatre-vingts ans, rien n'a pu les faire revenir de leurs tendances ; ils sont ce qu'ils étaient et resteront tels.

C'est une nouvelle preuve que pour nous, Républicains, il n'y a pas d'espoir de les ramener à nous par des concessions qui nous affaiblissent sans les rapprocher du grand parti de la Révolution.

Nous croyons utile de vous faire connaître notre opinion sur les récents événements de Paris.

Nos renseignements ont été dès le début, trop incomplets et trop discordants pour nous permettre de nous prononcer formellement.

La masse du peuple Français et les Républicains eux-mêmes, n'ont généralement pas compris dès l'abord toute l'importance et toute la grandeur de la Révolution du 18 Mars, sortie cette fois, on peut le dire sans crainte d'être démenti, des entrailles même du peuple de Paris.

Les calomnies et toutes les armes forgées aux ateliers des Bazilles et des Tartuffes, et dont le gouvernement de l'Assemblée et la presque généralité de la presse ont eu le triste courage de se servir, ont, en l'absence de nouvelles certaines, jeté parmi nombre de Républicains de la province, la défiance et même quelque irritation contre ces "inconnus" qu'on accusait de vouloir renverser la République. — Et pourtant, qui est plus à suspecter, sous ce rapport, que l'Assemblée elle-même !

Ce qui a surtout suspendu l'approbation des Républicains de la province à la Révolution du 18 Mars, c'est la conduite qu'ont tenue la plupart des députés et des maires de Paris ; " nous ne pouvons, disaient-ils, qu'attendre leurs résolutions ; ce sont des noms chers à la démocratie et qui méritent toute notre confiance."

A notre avis, en parlant ainsi, on céda trop à la superstition du nom propre ; on oubliait que, dans de tels cas, les principes seuls sont à considérer, et que, tout en leur rendant hommage et en vénérant les hommes qui ont noblement servi la cause républicaine, notre assentiment ne peut aller jusqu'à leur sacrifier nos principes.

Les Citoyens ne doivent avoir pour point de repère que les principes républicains ; le devoir avant tout.

Les principes proclamés par le Comité Central de Paris, au nom de ses mandats, sont les consciences logiques, nécessaires, du principe républicain, qui seul est juste et conforme à la nature des choses.

C'est pourquoi aujourd'hui, mieux renseignés, nous disons que les maires et les députés de Paris qui n'ont pas, dès le commencement, concouru fraternellement avec le Comité Central à l'émancipation communale de la ville de Paris, n'ont pas été à la hauteur de leur mission.

Les revendications de Paris étant conformes à la justice et au droit républicain, le devoir des maires et des députés était d'appuyer avec fermeté les droits légitimes et indivisibles de leurs électeurs, et non pas de chercher à obtenir, de part et d'autre, des concessions que l'Assemblée n'aurait faites qu'au regret et

avec l'intention arrêtée de les reprendre plus tard ; et que le Comité, de son côté, ne pouvait faire sans trahir son mandat.

Cette politique de conciliation entre ce qui relève de l'autorité et ce qui ne dépend que de la liberté, devrait être définitivement abandonnée par le parti républicain.

Nous ne pensons pas, avec Mr. Thiers, que certaines libertés qu'il nomme nécessaires, puissent être reconnues sans les autres tout aussi nécessaires ; notre opinion formelle à cet égard est, que toutes les libertés sont solidaires et que "toutes" doivent être garanties aux citoyens par la Constitution.

On ne pactise pas avec le passé qui ne veut rien céder ; on ne concède rien sur le droit qu'on détruit lorsqu'on veut l'entamer.

Le peuple de Paris l'a compris, et c'est à sa fermeté et à sa vigilance qu'il doit la conquête de sa souveraineté.

L'objet de la Révolution du 18 Mars est d'établir à Paris les institutions communales, avec toutes les garanties nécessaires à chaque citoyen pour le plein exercice de sa souveraineté ; son but, de sauvegarder la dignité et l'indépendance de Paris, son autonomie en un mot.

Cette Révolution a été amenée par deux sortes de causes ; l'une latente, le sentiment des droits civiques, devenu commun à un nombre considérable des citoyens de Paris ; l'autre sensible, les insolentes provocations de l'Assemblée nationale, la conduite autoritaire d'un gouvernement hétérogène et d'une Assemblée manifestant ouvertement, toutes les fois où il y a eu à décider entre le principe d'autorité et le principe de liberté, son attachement pour les institutions du passé et sa croyance que les désastres éprouvés par la France sont dus à l'affaiblissement des croyances religieuses, et que pour "sauver" la nation il y a urgence de la régénérer par le catholicisme.

Comment s'étonner de la réponse du peuple de Paris à des prétentions aussi insensées ; qui peut nier, sans avouer par cela même son ignorance de l'histoire, que la tendance manifeste et irrésistible des sociétés modernes est, au contraire, de se dégager essentiellement du catholicisme dont le rôle social est depuis longtemps terminé, et qui, aujourd'hui, ne contribue plus qu'à entretenir l'instabilité de nos sociétés politiques par l'appui qu'il donne constamment à ce qu'il y a de plus réactionnaire dans les sociétés européennes.

L'immense modification apportée dans notre régime politique, économique et social par la Révolution du 18 Mars a failli être méconnue ; la voix de la Révolution fut, quelques jours, couverte par les clameurs qui s'élevèrent de toutes parts sur les auteurs de l'exécution des généraux Cl. Thomas et Lecointe. Le jour n'est pas encore fait sur cet événement, et pour en juger, nous devons entendre toutes les justifications ou explications.

Mais il en sera de cet incident comme de tant d'autres ; la Révolution de Paris restera et les peuples reconnaissants oublieront ces malheurs comme ils ont oublié les scènes de cruauté qui suivirent la prise de la Bastille.

La date du 14 Juillet 1789 est restée et restera toujours chère aux ardents amis de la justice et de la liberté. Telle sera dans l'avenir la Révolution de Paris du 18 Mars 1871.

Tous nos gouvernements ont abouti finalement au despotisme, parce que la centralisation y régnait sans contrôle ; un état était une masse informe, sans structure propre. Avec la décentralisation et la fédération des communes libres, nous aurons un véritable organisme social où le concours de tous, librement consenti, ne s'achètera plus au prix de l'oppression des différents centres ; et comme résultat final, par l'union des fédérations nationales, la Confédération de tous les membres de l'humanité.

Voilà l'idéal que présente à notre esprit la constitution dans notre France de la première Commune.

Et si, en dépit de toutes les entraves apportées à notre marche par les clergés et les rois, l'homme a conçu cet idéal et n'a pas craint d'en poursuivre la réalisation, c'est à la science qu'il doit cette fière assurance, c'est d'elle qu'il a acquis la certitude que le paradis n'est pas en arrière, mais en avant ; et que sa réalisation ne dépend que de notre courage et de notre vouloir.

Nous allons procéder prochainement au Havre à de nouvelles élections municipales. Tous nos efforts tendront à nous rapprocher, autant que les circonstances locales le permettront, de l'exemple donné par Paris ; nous ne donnerons notre appui qu'à ceux des candidats qui voudront résolument comme nous, l'autonomie de la commune du Havre.

Le Havre, qui a tant fait pour la cause républicaine doit tenir à l'honneur de n'être pas des derniers venus

dans l'arène des libertés communales.

Puisse la France chercher sa rénovation dans les institutions républicaines et dans la diffusion, sans acception de classes ni de sexes, de l'ensemble du savoir humain.

C'est à cette œuvre que nous nous consacrerons, et c'est en poussant le cri de nos pères, "Fais ce que dois, advienne que pourra", que nous entrons dans la lutte.

Voilà, citoyens, nos sentiments sur les événements qui viennent d'appeler l'attention de l'Europe et du Nouveau Monde sur notre pays et l'attitude que nous prendrons.

Le Comité Central Républicain du Havre se tiendra en communication suivie avec l'Union Républicaine, et nous vous ferons part de nos travaux, de nos succès ou de nos difficultés, ou pour faire appel à votre concours, le cas échéant ; en un mot, nous ne négligerons rien pour resserrer de plus en plus nos liens et solidariser nos tendances.

Recevez, citoyens, nos saluts fraternels,
(Suivent les signatures.)

LES REPUBLICAINS DE ST. LOUIS

AUX PARISIENS.

St. Louis, 7 Mai 1871.

Citoyens,

En présence des événements terribles qui s'accomplissent dans Paris et ses environs, les Républicains de St Louis ne peuvent plus contenir les sympathies que vos idées et votre courage ont éveillées dans leur cœur.

En conséquence, nous venons vous dire que nous sommes avec vous, et que nous approuvons votre conduite ; nous venons vous dire que nous sommes contre l'Assemblée de Versailles, et que nous condamnons ses menées.

Droits imprescriptibles de l'individu, les plus grandes libertés municipales dans la Commune, la République en France, les Etats-Unis d'Europe, voilà ce que vous voulez ; telle est la cause pour laquelle vous combattez.

Citoyens, nos ennemis communs ont beau vous calomnier, nous savons ce que le drapeau rouge représente. Nous déclarons que ce drapeau est le nôtre. Nous déclarons répudier le drapeau tricolore, qui, au nom de la patrie et de la liberté, est à jamais déshonoré.

L'Assemblée de Versailles, dont la majorité est composée de tout ce que les monarchies passées, l'ancienne noblesse et le vieux parti clérical ont de plus cyniquement réactionnaire, ne croit pas à la République. Elle n'en veut à aucun prix.

Si quelques uns de ses membres parlent, s'ils jurent même en sa faveur, nous savons le cas qu'il faut faire des paroles et des serments de ces vieux roués de la politique.

Ce sont les actes qu'il faut examiner ; et, malheureusement, quand nous voyons ce que cette majorité a commis et ce qu'elle commet encore, nous sommes forcés de reconnaître que l'Assemblée conduirait la France à la monarchie si on ne l'arrêtait pas.

On vous accuse, parce que vous luttez contre une assemblée élue par le suffrage universel, de porter atteinte à ce suffrage. Selon nous, cette accusation porte à faux. L'Assemblée, élue pour décider s'il fallait faire la paix ou continuer la guerre, devait se dissoudre après avoir réglé cette question. En ne le faisant pas, en se continuant un mandat devenu illégitime, elle a commis une première usurpation.

L'Assemblée, en achetant la paix à force de milliards, et en livrant à l'ennemi un grand nombre de Français qu'elle considérait comme du bétail humain, a fait ce qu'une Assemblée républicaine n'aurait pas le droit de faire, et a commis ainsi une deuxième usurpation.

Ensuite, elle a commis ou laissé commettre des usurpations successives contre la liberté et la République, lorsque après la paix, elle a laissé Paris en état de siège ; lorsqu'elle a condamné à mort des accusés politiques, et qu'on a ainsi rétabli la peine de mort en matière politique ; lorsque les réunions publiques ont été supprimées, les Républicains arrêtés, les journaux républicains suspendus ; lorsqu'elle a voulu désarmer les gardes nationales, les réorganiser pour exclure les républicains et leur imposer des chefs dont les tendances monarchiques sont bien connues ; lorsqu'elle a cherché à introduire dans Paris des milliers de soldats ; et tout cela pour arriver à comprimer les aspirations républicaines avancées de la population parisienne, pour la mettre dans l'impossibilité de résis

ter à un coup d'état, et pour préparer ainsi les voies au prétendant le plus heureux.

Citoyens, cette assemblée usurpatrice, au lieu de demander à une dissolution opportune les moyens de cacher sa honte, a cru pouvoir la réparer en organisant une expédition prussienne à l'intérieur. Faible devant l'envahisseur, elle s'est montrée forte devant le Français et le patriote. Lâche contre des soldats, elle est devenue courageuse contre le Peuple. Elle a provoqué les Républicains. Elle vous a attaqués.

Citoyens, votre droit et votre devoir étaient de résister. Vous avez résisté, vous avez bien fait.

Etat de guerre entre Paris et Versailles, telle est donc la situation. Or, citoyens, la guerre, pour être utile, doit être complète, énergique, et prolongée jusqu'à la victoire ou à la défaite définitive.

Faites donc la guerre comme la guerre doit se faire. Dans Paris, brisez tous les obstacles qu'on oppose à votre action. Montrez à vos ennemis de Versailles que vous savez donner et braver la mort.

Tout compromis est devenu impossible. Résistez, résistez encore, résistez toujours.

N'écoutez pas surtout les vaines promesses de ceux qui disent qu'on ne frappera que les chefs, et qu'on épargnera ceux qui ont été égarés. L'aristocrate dont on attaque les privilèges, rampe comme un serpent tant qu'il n'est pas le maître; il devient féroce comme un tigre, s'il est le plus fort. Souvenez-vous de Cavagnac et de Napoléon. Souvenez-vous des fusillades et des donjons de 48. Souvenez-vous de Lambessa et de Cayenne. N'oubliez pas que la répression sera d'autant plus grande que la peur et le danger auront été plus grands.

Nous hâtons de nos vœux les plus ardents l'ère pacifique des améliorations sociales; mais d'un autre côté, nous savons que, depuis la formation des sociétés, chaque conquête de la liberté, chaque progrès, est arrosé de flots de larmes et de sang.

Cette loi de l'histoire est cruelle, mais elle est inévitable. Le devoir de chaque nation, de chaque génération, est de se montrer à la hauteur des épreuves qui les travaillent.

Paris remplit en ce moment une mission solennelle. S'il est digne de l'œuvre qu'il accomplit, si, comme nous le désirons, il sort victorieux de la lutte qu'il soutient, il rendra à la liberté et au progrès un service immense, et les générations futures lui en seront éternellement reconnaissantes.

Adopté à l'unanimité moins une voix, par l'Union Républicaine de St Louis, dans sa séance du 7 Mai 1871.

(Suivent les signatures.)

Au Comité de Rédaction du

BULLETIN.

Icaria, Adams county, Iowa. 1er Avril 1871.

Citoyens,

Nous, les sous-signés, nous avons cordialement approuvé l'idée philanthropique et progressive de votre Bulletin et nous nous considérons membres de votre Association qui a pour but le développement intellectuel et physique de l'homme.

Dans l'intérêt même de ce progrès, nous croyons de notre devoir de dire notre opinion et de protester contre quelques idées émises dans un article publié en Mars, et qui a pour titre "LA SITUATION."

Dans l'article en question, l'auteur représente les Prussiens et tous les Allemands comme des scélérats immondes, des brigands, des voleurs, des égorgés, des sans-cœur et sans entrailles, des tartuffes, des voleurs de femmes, etc., etc.

Plus loin l'écrivain invite tout le monde à haïr de toutes ses forces ces infâmes Prussiens, parce qu'ils nous ont démontré le fait que le peuple français est vil, lâche, couard, et amoureux de lécher les bottes d'un maître.

Sur le progrès, l'auteur fait ensuite de tristes réflexions; il en désespère et conseille de se retirer de la lutte.

L'article finit par la déclaration énergique du signataire, que sa main se sécherait plutôt que de toucher celle d'un Allemand; seulement, dans un élan de générosité, il fait exception à la règle en offrant cet honneur à un Allemand républicain.

Maintenant voici notre réponse :

Nous protestons contre le caractère que l'auteur donne au peuple allemand et au peuple français. La

masse du peuple allemand ne se compose pas de scélérats immondes, ni la masse du peuple français de vils, de lâches et de couards.

Les deux peuples sont comme des enfants mal menés; ils ont été des instruments aveugles.

Des siècles d'esclavage et de préjugé ont enchaîné leur intelligence et les ont empêchés de briser leurs liens. De là ces boucheries affreuses, fruits des passions adroitement allumées par les deux despotes.

Dans cette grande tuerie, il y a eu probablement quelques atrocités de commises de part et d'autre, mais ce sont là des exceptions qui n'entachent nullement le caractère de l'un ni de l'autre peuple.

Nous protestons aussi contre la haine tant recommandée aux Français contre les Prussiens parce que ces derniers ont démontré aux premiers que le peuple est vil, couard et lâche. Quelle philosophie! Haïr quelqu'un pour vous avoir dit la vérité, même quand elle serait amère! — Mais cette démonstration n'existe pas heureusement, car les Prussiens ont seulement démontré leur supériorité dans l'art de tuer des hommes.

Quand à désespérer du progrès, à se retirer lâchement de la lutte à cause d'une défaite, nous ne sommes point de cet avis. Nous croyons au progrès. Le dernier siècle le prouve plus que jamais.

Les Républiques dans l'Amérique du Nord, dans l'Amérique du Sud, les rois détrônés en France, Isabelle chassée, l'Italie unie, l'Allemagne de même, le pape anéanti, le mouvement socialiste partout et le feu révolutionnaire prêt à éclater dans toutes les parties du globe, tout indique que le progrès marche, marche toujours.

Seulement, notre impatience devance sa marche et voudrait déjà voir la République Universelle réalisée de notre vivant. Impossible!

Il faut des combats avant. La lumière paraîtra, mais les ténèbres ne se retireront pas sans lutte, ne céderont pas dans un jour.

Cette confiance dans l'avenir nous rend heureux et nous réconcilie avec les erreurs même de l'auteur de l'article. Nous lui offrons cordialement la main, réconcilié ou non, en le priant de faire à l'avenir des efforts pour unir et non pour désunir les peuples.

Pour finir, nous ajoutons: Imitons les Allemands de Chicago, qui, dans leur dernière grande fête, ont représenté la France et l'Allemagne se donnant la main; la France en République, l'Allemagne affaiblie de la couronne et du manteau impérial. La déesse de la Liberté enlève manteau et couronne, et la scène offre

DEUX GRANDES REPUBLIQUES UNIES.

(Suivent les signatures.)

NECROLOGIE

!!!

!!! PIERRE LEROUX !!!

La France vient de perdre en lui, son philosophe le plus profond, son savant le plus érudit, son penseur le plus dévoué aux classes laborieuses.

Un des premiers sur la brèche que le socialisme a fait aux bastions du vieux monde, il n'a jamais dévié d'une ligne, reculé d'un pas, fait la moindre concession aux privilèges, il ne s'est jamais incliné devant le moindre préjugé.

Il a résisté à tout, à l'injustice, aux calomnies, à la prison, à l'exil, à la misère.

Fils de ses œuvres, il a dû son immense supériorité à son bon sens et à son grand amour pour l'humanité.

Certain qu'il possédait la synthèse sociale qui doit régénérer le monde, il a attendu patiemment que les peuples soient assez éclairés et assez justes pour la comprendre et l'adopter; et il est mort convaincu que le XIXème siècle ne s'achèvera pas sans que la solidarité, dont il a été le plus illustre apôtre et le plus ardent propagateur, ne soit devenue la religion naturelle des générations futures.

Il naquit à Rennes en 1798, où il fit de brillantes études; plus tard, obligé de se rendre à Paris et d'y travailler pour vivre, il se fit typographe et devint correcteur chez Didot.

En 1824, Dubois, son ancien camarade d'école, l'ayant rencontré dans l'imprimerie où il se proposait de faire imprimer le *Globe*, le prit comme collaborateur, et le voilà l'égal de M.Mrs. Broglie, Cousin, Guizot, Rémusat, Jouffroy et autres célébrités du temps, qui écrivaient aussi dans le *Globe*.

En 1831; il adhéra au St Simonisme et fit du *Globe*, où il était alors le rédacteur en chef, l'organe de la doctrine nouvelle, jusqu'au moment où l'Enfantin ayant posé la question du couple prêtre et de l'émancipation des femmes, il se retira, avec Bazar, de la communauté de la rue Monsigny.

Il créa ensuite, avec Jean Reynaud son illustre ami, la *Revue Encyclopédique*, puis l'*Encyclopédie nouvelle*, où il fournit les articles les plus variés et les plus remarquables sur les questions les plus diverses.

Il travailla ensuite à la *Revue des deux Mondes*, puis créa la *Revue Indépendante* avec Viardot, ne trouvant pas la *Revue des deux Mondes* assez avancée.

Ensuite il s'en alla à Boussac fonder une imprimerie avec laquelle il publia plusieurs œuvres et entre autres la *Revue Sociale*.

Lorsque la Révolution de 1848 arriva, il fut envoyé comme représentant du Peuple par le peuple de Paris à l'Assemblée Constituante et à la Législative, où il fut religieusement écouté par les hommes supérieurs de tous les partis de l'Assemblée.

Proscrit au coup d'état, il alla à Londres, puis à Jersey où il publia la *Grève de Samarez*; et après l'amnistie revint en France où il publia sa traduction du *Job* du prophète Isaïe.

Ce dernier ouvrage, fort peu connu encore, est la consécration de tous ses ouvrages précédents. Isaïe, c'est lui, et le poème de Job n'est autre chose que l'exposition de sa doctrine du progrès dans l'humanité.

Tout ce que Pierre Leroux a écrit est remarquable sous tous les rapports. Cependant, pour ceux qui n'ont que le temps de lire quelques uns de ses ouvrages, nous prendrons la liberté de leur indiquer de préférence, les *Discours aux Philosophes, aux Politiques, aux Artistes*; le *Livre de l'Humanité*; et ses articles intitulés: *Mystères du Christianisme, Egalité, Conscience, Conciles, Cratérium, Consentement, Christianisme, Ploutocratie, Cultes, etc., etc.*

Pierre Leroux était bon, généreux, tolérant et d'une finesse d'esprit des plus rares.

Le socialisme lui doit une grande partie de ses plus formidables moyens d'attaque et de défense. Sa perte, comme celle de Proudhon, est une de celles qu'on ne remplace pas du jour au lendemain.

Tous ceux qui l'ont connu personnellement, le regretteront comme ami sincère et savant toujours prêt à donner sa science à tous; ceux qui ne l'ont connu que par ses ouvrages, regretteront qu'un pareil génie n'ait pas vécu encore vingt ans pour produire vingt ouvrages de plus.

!!! Aimé Suireau !!!

Encore un défenseur de la Liberté qui est mort de chagrin de voir la France vendue et livrée à la réaction européenne.

Aimé Suireau, ouvrier tailleur, était peut-être l'homme le plus connu de ses confrères en France; sous Louis Philippe, ce fut lui qui organisa et dirigea la grève contre les livrets.

Ardent républicain, la réaction ne lui pardonna pas de propager ses principes, et il fut condamné à mort pour les affaires de Rouen, ou pour mieux dire, pour la satisfaction de la bourgeoisie de cette ville.

Echappé de prison, il passa en Angleterre et de là vint en Amérique, où nous l'avons tous connu depuis, par son attachement enthousiaste à la République et sa haine acharnée contre la tyrannie, et surtout contre celle de Bonaparte, dont il ne pouvait prononcer le nom sans colère.

Suireau a été président de l'Union Républicaine à New-York, et membre de l'*Internationale*, où il s'est toujours maintenu à la hauteur de ses devoirs et des principes républicains. A ce titre, sa mort a été doublement pénible pour tous ses camarades.

Suireau a connu la misère sur toutes ses phases, on peut dire qu'il a passé 50 ans de sa vie à lutter contre les besoins de tous les jours, mais on peut dire aussi qu'il était aussi courageux qu'un homme peut l'être, et que personne ne peut se vanter de l'avoir vu un instant douter de l'avènement du progrès.

Il était incapable d'une faiblesse.

Républicain non seulement par l'idée, mais surtout par le cœur, il a dû être bien malheureux dans ses derniers instants, de voir les bourgeois céder encore une fois la liberté à Paris, car il aimait ce Paris, dont il était un des dignes fils.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.